

« Le ventre des femmes n'est pas une machine au service du Capital »

La déclaration provocatrice et patriarcale de Macron sur le « réarmement démographique » s'inscrit dans la stratégie capitaliste que nous combattons au quotidien. Créer les « travailleuses et travailleurs pauvres de demain » afin d'assurer la pérennisation d'un système d'exploitation qui continuera d'enrichir une classe dominante.

Cette déclaration, qui coïncide avec la promulgation de la loi Asile Immigration, conforte l'extrême droite qui dicte son tempo dans les médias et dans les débats législatifs. Cette déclaration renvoie à la période pétainiste avec la fameuse doctrine « Travail, Famille, Patrie » donc aux heures les plus sombres de l'histoire de notre pays.

Elle fait d'ailleurs écho à celle posée quelques semaines plutôt par le président russe qui incitait les femmes à avoir 8 enfants et dont les pays occidentaux se moquaient.

Elle témoigne de l'ancrage de la domination masculine et du patriarcat qui culpabilisent et musèlent la parole des femmes. Ils n'auront finalement jamais été aussi forts qu'après les paroles du Président qui donnent écho aux idées rétrogrades et liberticides portées par l'extrême droite, tels que la remise en cause du droit à l'avortement et l'accès à la contraception ou encore la position sur la définition du viol de laquelle ils veulent exclure la notion de « consentement ».

Cette déclaration est aussi prononcée au moment où la planète brûle que ce soit par les conflits armés ou par le dérèglement climatique, où la population, confrontée à l'inflation et à la précarité, peine à subvenir à ses besoins et où les jeunes expriment de plus en plus leurs faibles perspectives d'avenir.

Ainsi, parler de la baisse de la natalité sans en examiner les causes anxiogènes et sociétales est une véritable hérésie.

La politique de natalité proposée par Macron et son gouvernement est une réponse à la productivité et aux conflits armés présents et à venir. En rien, elle est une réponse liée au bien-être et à la pérennité d'un modèle social notamment de notre protection sociale. En 2003, le gouvernement Raffarin avait déjà utilisé les arguments de la baisse de la natalité et le vieillissement de la population pour justifier sa réforme des retraites avec un allongement de la durée de cotisation.

Or, cette rhétorique est mensongère, car les actives d'aujourd'hui produisent plus de richesses qu'il y a plus de 50 ans.

La CGT porte en son sein un autre projet de société qui refuse tout rapport de domination et d'exploitation contrairement à ce que portent le chef de l'État et son gouvernement, accompagné de l'extrême droite.

Pour la CGT, répondre aux enjeux de productivité, d'emploi et de natalité comme du vieillissement repose sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleuses.

Parler donc de natalité, sans mise en œuvre de politique de la petite enfance, sans préservation de l'environnement, sans véritable politique de la santé, de l'éducation, du logement et des transports, sans le développement des services publics, sans réduction du temps de travail et, surtout, sans augmentation des salaires... ne répondra pas à la liberté des femmes et des hommes de choisir d'avoir ou non un enfant.

Le corps des femmes n'est pas une machine à produire. La procréation est un droit qui ne doit être soumis à aucune pression économique ni idéologique.

Notre organisation, intrinsèquement féministe, **appelle l'ensemble de ses syndicats à se mobiliser les 8 et 19 mars afin de faire valoir les droits des femmes, de combattre les inégalités dans tous les domaines et d'exiger, par la construction d'un rapport de force, l'augmentation des salaires.**